

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 21
Avril 2009

« La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables. »

Karl Marx

Édito

« Dressez-vous comme des lions après le repos en une foule invincible.
Secouez vos chaînes comme la rosée tombée sur vous pendant votre sommeil.
Vous êtes une multitude et ils sont si peu ! »

The Masque of anarchy, Percy Bysshe Shelley (1819)

PLUS QUE JAMAIS, LE PREMIER MAI DOIT ÊTRE LA FÊTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !

Pendant des années, on nous a expliqué que s'adapter à la mondialisation c'était céder au chantage entre suppression des 35 h et délocalisation. Puis, Sarkozy est venu nous expliquer qu'on ne pouvait pas augmenter les salaires (toujours la faute à cette mondialisation) et qu'il fallait « se remettre au travail ». Et depuis, la crise. Alors, tous les jours, on nous annonce qu'une usine ferme ou que des salariés sont mis au chômage partiel. Bien sûr parce que certaines entreprises ont des difficultés. Mais surtout parce que les actionnaires ne veulent pas perdre leurs marges. Qu'on rogne sur les salaires, que la misère augmente, qu'on prive les travailleurs de ce qui constitue une bonne partie de leur existence, peu importe, pourvu que les plus riches continuent à s'enrichir...

Mais cette situation, loin d'être inéluctable, peut se renverser. Plus que jamais, nous devons réaffirmer que le monde qu'ils construisent n'est pas le nôtre. Que leur société, où l'on produit toujours plus pour que quelques uns s'engraissent, ne tiendra pas longtemps. Les grandes journées de mobilisations du 29 janvier et du 19 mars, toutes les entreprises qui se réveillent en lutte, ont montré que quelque chose s'est cassé. Non, ils ne nous feront plus croire que la concurrence généralisée entre les pays nous rendra plus heureux ou qu'on ne peut pas augmenter les salaires parce que le « coût du travail » est moins cher en Europe de l'Est ou en Chine. Nous savons que c'est par la solidarité internationale que nous pourrions construire une société meilleure. Les grèves à Dacia, en Roumanie, ont permis des augmentations de salaires considérables et nous montrent la marche à suivre.

Cette solidarité que nous devons construire entre les travailleurs de tous les pays, nous devons la construire également en France. De même que la division syndicale est un formidable levier pour le patronat, l'éparpillement des partis politiques à la gauche du PS devient du pain béni pour la droite. Le premier mai nous défilons tous ensemble dans la rue. C'est par l'unité que nous pourrions combattre efficacement la droite et construire une société plus juste !

Par Mathias Tessier (44)

SOMMAIRE

Spécial 1^{er} Mai

CRISE OU REPRISE ?

LÀ EST BIEN LA QUESTION... P. 2
par Jean-François Claudon

IL DOIT PARTIR, VITE !..... P. 4
par David Torres

CE QUE NOUS VOULONS :
DES ÉLECTIONS
ANTICIPÉES..... P. 5

PROGRAMME COMMUN
DE TOUTE LA GAUCHE,
DU PS AU NPA, POUR
CHASSER SARKOZY !..... P. 6
par Thomas Chavigné

BOB DYLAN À PARIS : UN
ARTISTE AUX IDÉES ENCORE
DANS LE VENT !..... P. 7
par Julien Guérin

HISTOIRE DU 1^{ER} MAI :
L'INTERNATIONALISME OUVRIER
D'HIER À AUJOURD'HUI..... P. 8



Viron-le !

**DES ÉLECTIONS
MAINTENANT**

Crise ou reprise, là n'est pas la question...

« **REGAIN** d'optimisme aux États-Unis », « Premiers signes encourageants en Allemagne », « La Banque Mondiale annonce un rebond de la Chine cet été »... À en croire les titres du *Figaro*, la reprise tant attendue par les capitalistes du monde entier ne va pas tarder. En réalité, bien malin celui qui peut évaluer l'ampleur de la crise ! Rappelons une seule chose : le monde est entré dans une période qui ressemble à s'y méprendre à la récession des années 1930. Il s'agit d'une crise de surproduction, liée à un affaiblissement de la demande et à une frénésie spéculative jamais vue jusque-là. Les prétendus « experts » qui nous expliquent que cette crise ne touche que peu l'économie réelle et n'a donc rien à voir avec la grande crise de 29, se trompent lourdement... Pourquoi aurait-on débloqué des sommes incomparablement plus importantes que celles qui ont été injectées dans l'économie par les équipes keynésiennes du « New Deal », s'il ne s'agissait que d'une phase de difficultés conjoncturelles ? Il est vain de spéculer sur la sortie de crise. La vérité est de toute façon ailleurs.

Le fait essentiel de ces derniers mois — bien plus que le « G Vain » qui n'a été qu'un magistral coup d'épée dans l'eau — c'est la décision émanant de la Réserve Fédérale de racheter, le 18 mars dernier, pour 300 milliards de bons du Trésor américain. C'est un choix décisif, car il impose à l'État fédéral d'émettre en masse du papier-monnaie. Ce qui signifie deux choses.

1. Les États-Unis ne peuvent plus supporter la charge que constitue le paiement des intérêts à leurs créanciers.
2. Le dollar va nécessairement perdre de la valeur. Les États-Unis viennent d'annoncer au monde entier qu'ils ne sont plus solvables, alors qu'ils vivent à crédit depuis le début des années 1970... C'est un changement majeur dans l'organisation économique du monde actuel. Les États-Unis se lancent dans une fuite en avant consistant à transformer sa dette en billets verts... tant que des gens auront encore confiance dans cette monnaie qui est en train de devenir virtuelle !

La Chine, qui détient la plus grande part de la dette américaine — c'est-à-dire une masse

gigantesque de dollars en voie de dépréciation — va en effet être contrainte de se délester dans des conditions particulièrement difficiles de ces bons du Trésor. Un dirigeant chinois, cité dans le *Financial Time*, l'a dit clairement à New York en février dernier : « À l'exception des bons du Trésor, que peut-on détenir d'autre ? ». Ce responsable a conclu d'une façon extrêmement violente son discours, signe de l'angoisse qui saisit actuellement les milieux dirigeants chinois. « Nous vous haïssons, les gars. [...] Nous savons que le dollar va se déprécier, alors nous vous haïssons, mais il n'y a rien d'autre que nous puissions faire », a en effet ajouté le peu diplomatique Luo Ping. Les États-Unis viennent donc de déclarer la guerre économique à la bureaucratie chinoise, qui commence à comprendre que le rôle de créancier des États-Unis n'est pas une place enviable... Car, pour la Chine comme pour la Russie, détenir une partie de la dette américaine impose de payer pour eux, quand la situation se dégrade !

Depuis peu, nous sommes donc entrés dans une phase d'affrontements inter-impérialistes aiguë, car, maintenant que les bons du trésor ne constituent plus officiellement une « valeur refuge », les vrais marchés juteux ne sont plus assez nombreux pour pouvoir abreuver tout le monde... D'où le comportement agressif de la Chine qui cherche à s'imposer en Asie ou en Afrique orientale, et qui tente par tous les moyens de placer ses avoirs à l'étranger. Quant à l'élection d'Obama, si elle semble infléchir la politique étrangère américaine, elle ne change pas fondamentalement son analyse géopolitique. Les États-Unis continuent leur sale boulot en Afghanistan, même si le





Retrouvez l'article spécial
de Tunjai Cilgi sur notre site :
<http://tinyurl.com/G20-quitus>

nouveau président a reconnu dans le *New York Times* que « les États-Unis ne sont pas en train de gagner la guerre »... Le Pentagone ne voit comme solution qu'une sorte de « droit de poursuite » des forces islamistes en territoire pakistanais, ce qui sonne pourtant comme un terrible aveu d'impuissance... Cet acharnement, contrastant avec le côté raisonné et « multilatéral » d'Obama, ne s'explique que par cette volonté de l'impérialisme US d'affermir ses positions, notamment face à la Russie et à la Chine. Le geste du nouveau président à l'attention de l'Iran fait également sens dans ce contexte international extrêmement tendu. Le message de rapprochement, affirmant que l'Iran a le « droit » de prendre sa place dans la communauté des nations, mais que ce droit « s'accompagne de vraies responsabilités », a été posté sur le site de la Maison Blanche le 19 mars. Soit quelques heures à peine après la décision de la Réserve Fédérale revenant à déclarer les États-Unis insolubles ! De là à imaginer qu'un hypothétique rapprochement irano-américain pourrait se réaliser contre la Chine, il n'y a qu'un pas...

Partout, le printemps sera chaud !

Face au vieux monde à l'agonie, la France n'est pas toute seule, en ce jour de fête internationale des travailleurs ! Dans de nombreux pays, les salariés refusent de payer la crise de ceux d'en haut.

En Chine, les prévisions de croissance sont encore revues à la baisse, alors que la bureaucratie fixe à 8 % le taux en dessous duquel des affrontements sont à prévoir. Ainsi, début 2009, le magazine de l'appareil du PCC,

affirmait que, « depuis le deuxième semestre 2008, avec l'aggravation des difficultés économiques [...], les faillites, les licenciements et les conflits salariaux ont manifestement augmenté, ce qui a multiplié les incidents de masse ». Selon un responsable de la région de Chongqing, « en 2009, la société chinoise fera face probablement à encore davantage de conflits ».

En Grèce, la situation sociale est encore explosive, après les événements de décembre 2008. Il n'y a pas un jour sans manifestations et heurts avec la police, que ce soit à Athènes ou dans le reste du pays. Les anarchistes et autres « radicaux », croyant détruire le capitalisme en tapant sur les flics, sont certes toujours présents, mais la mobilisation devient progressivement un mouvement de masse. Depuis 2 mois, il n'y a pas un secteur du salariat qui n'ait eu l'occasion de manifester contre le pouvoir : paysans, dockers, marins, femmes de ménage, employés, fonctionnaires non payés, personnels hospitaliers, artistes, étudiants et lycéens... Partout, les actions organisées sont en cours de centralisation et sont de plus en plus souvent dirigées vers le pouvoir et ses ministères. Les manifestants s'attaquent maintenant à des biens symboles de la société libérale et inégalitaire (école privée, clubs pour riches, banques, centres commerciaux...). La radicalisation réelle — et non celle des seuls gauchistes — semble évidente. Le 2 avril dernier a eu lieu une gigantesque grève générale lors de laquelle les travailleurs ont dit non « à la politique suivie par le gouvernement et aux comportements illégaux et abusifs des patrons », aux dires du président de la GSEE, la CGT grecque.

Et que dire de l'Irlande, de l'Espagne, de la Belgique ou encore de la Hongrie ? Même à Monaco, le printemps est chaud, si, si ! En effet, l'Union des Syndicats de Monaco a appelé « à la résistance face à la pression du patronat qui, depuis au moins trente ans, agit en faveur du recul social ». En conséquence, les syndicats monégasques ont organisé une grande journée interprofessionnelle d'action le 16 avril, qui a rassemblé 40 000 personnes ! Si même à Monaco, ça bouge, c'est que, vraiment, tout devient possible. ::

Par Jean-François Claudon (75)



Il doit partir, vite !

ENTRE 80 et 90 000 chômeurs de plus... chaque mois. 250 000 emplois détruits pour 2009, selon les plus basses estimations de l'Unedic, qui table sur une récession de 1 %. Or, la chute de la croissance risque d'être plus forte que cela... Et même si l'on croit les anticipations du FMI qui « voit » un retour à 0,5 % de croissance en 2010 (mais quel crédit leur apporter, ont-ils vu venir la crise ?), le chômage continuerait d'augmenter d'au moins 120 000 chômeurs.

Voilà qui met définitivement fin à l'idée selon laquelle cette crise n'est que financière et ne contaminerait pas « l'économie réelle ».

Ce n'est pas pour autant la fin des idées stupides.

Rappelons nous, c'était le 14 septembre 2006, à Paris, devant la « *Convention pour la France : Combattre la précarité, permettre à chacun d'être propriétaire* ». Nicolas Sarkozy, alors candidat, fait son plaidoyer pour le crédit hypothécaire. En 2007 alors que la crise s'étendait aux États-Unis, le discours de Sarkozy n'avait toujours pas changé :

« Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or, une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. »

Et c'est justement du surendettement des ménages américains ainsi que des crédits hypothécaires, les subprimes, qu'est venue la crise. Ce système tant admiré, tant vanté par la droite, est en fait le seul et l'unique responsable de la crise. Crise qui touche évidemment en premier lieu les plus précaires, les plus démunis. C'est leur politique, celle que nous, socialistes, combattons depuis des années, celle de la dictature des marchés financiers, du non-droit pour les capitaux, qui nous a conduit droit dans le mur.

Cette crise est leur crise, c'est la crise de leur système. Et pourtant, c'est nous qui la payons.

Face à l'immense échec des politiques libérales, ont-ils au moins la présence d'esprit de changer de cap ?

Ce gouvernement et ce président ont une vue si étriquée, des valeurs si réactionnaires qu'ils en sont bien incapables. Ils « *maintiennent le cap des réformes* ». Leurs

« *réformes* » nous ont conduit dans le mur ? Peu importe, disent-ils, nous avons été élus pour les mener jusqu'au bout, c'est ce que nous ferons. Et ils recapitalisent les banques en perdition avec de l'argent public, le nôtre, celui des salariés-contribuables, pour mieux re-privatiser plus tard : privatisation des profits, socialisation des pertes.

Fiers d'eux, ils nous disent que la France s'en sort mieux, du moins moins mal que les autres pays développés. Hypocrisie encore une fois. Si le choc de la crise est moins brutal en France qu'en Espagne ou en Italie, c'est parce qu'il reste ce minimum de protection sociale qu'ils n'ont pas encore eu le temps de briser. Car c'est cela le contenu de leurs réformes : remplir les caisses du privé avec de l'argent public. Piller la Sécu, les services publics, abaisser au maximum les salaires, tout cela pour le seul profit des amis-actionnaires du président. Les grands patrons du CAC 40 (les 40 plus grandes entreprises de France cotées en bourse) eux, s'en sont mis plein les poches ces dernières années. Leurs profits ont explosé, ils ont spéculé avec et ont provoqué indirectement la crise. Et si elle est relativement moins forte qu'ailleurs, c'est parce que depuis des années, des syndicats, des militants, des salariés, se sont battus pour que les protections sociales ne disparaissent pas.

C'est ce qu'il reste de l'allocation chômage, du salaire minimum, ce minimum de redistribution des richesses qui permet encore aux Français de consommer, et donc aux entreprises de produire.

Alors ils doivent partir, et vite !

La colère sociale monte depuis des mois. Il y a toujours plus de monde à chaque journée de mobilisation, et toujours plus de colère. Les Français le sentent bien, ce sont les politiques libérales, celles de Sarkozy et de ses amis Bush, Berlusconi... qui nous ont menés là. Ils ont compris que ce n'est plus possible dorénavant, qu'il faut changer de cap pour sortir de la crise et non pas s'entêter dans la voie de la catastrophe. Ils savent aussi que ce gouvernement ne le peut pas. Sarkozy, « *chef du gouvernement* » et symbole du système est la cible de cette mobilisation.

Ils nous ont menés à la crise, maintenant ils ne savent pas comment nous en sortir, alors ils doivent partir. ::

Par David Torres

Ce que nous voulons : des élections anticipées

Nous ne devons pas attendre 2012 pour proposer l'alternative. Les salariés de ce pays savent qu'une autre politique que le libéralisme est à la fois possible et plus que jamais nécessaire, et ils veulent qu'on la leur propose maintenant.

La situation est particulièrement explosive : les manif de 2003, celles contre le CPE avaient comme « adversaire » le gouvernement, et au-delà du gouvernement, le Premier ministre. La V^e république est ainsi faite : pour que le pouvoir reste stable, le fusible est le premier ministre ; Raffarin n'était-il pas considéré comme un « fusible » ?

Depuis l'arrivée au pouvoir de notre hyper-président, la situation est aujourd'hui

totallement différente. Il n'y a plus de 1^{er} ministre fusible. L'adversaire, c'est lui. C'est pourquoi il faut tous les chasser d'un coup. Il n'y a donc qu'une solution : des élections anticipées. Des présidentielles et des législatives pour changer de président et de gouvernement.

Que ceux pour qui le changement de calendrier pose un problème se rappellent : Chirac l'a fait en 1997. Les élections anticipées arrangeaient bien la droite à ce moment (enfin, c'est ce qu'ils croyaient...), alors pourquoi la gauche ne se battrait-elle pas pour en imposer ?

Cette revendication est tout à fait légitime, car Sarko et sa clique, eux, ne le sont plus du tout. Dans un système démocratique, les élus sont les représentants du peuple. Qui représentent-ils aujourd'hui ? Qui les soutient ? À part le MEDEF, personne. Jamais un président et un gouvernement n'ont été aussi décriés, ils ne représentent plus personne. Voilà pourquoi la gauche doit ouvrir des perspectives politiques au mouvement social : des élections, maintenant !

Il ne faut pas rater l'occasion : seul un mouvement social puissant, regroupant des millions de personnes, peut imposer la tenue d'élections anticipées. Ce mouvement social, il est latent, on a vu son irrésistible puissance le 29 janvier et le 19 mars. Nous le reverrons, soyons-en sûrs, le 1^{er} mai. La gauche a raté l'occasion de se battre dans ce but en 2003, lors des grandes grèves contre la réforme des retraites. Elle l'a raté contre le CPE ; cette fois ci, il ne faut pas se tromper. Des élections tout de suite : ce mot d'ordre doit être celui de toute la gauche et en particulier celui de son parti le plus puissant : le Parti Socialiste.

Bien sûr, cette revendication ouvre la voie à une gauche réellement de gauche au pouvoir. Elle pose le problème de l'unité de la gauche pour battre la droite, elle pose aussi le problème du programme commun de toute la gauche. Ces trois éléments sont liés, l'un ne va pas sans les deux autres. C'est sur ces points que nous autres, socialistes, devons nous battre maintenant. ::



Programme commun de toute la gauche, du PS au NPA, pour chasser Sarkozy !

Seule la division de la gauche permet à Sarkozy de rester en place !

Sarkozy est sur un siège éjectable, mais rien ne bouge. En deux ans de mandat, il a réussi à se faire unanimement détester. Immédiatement après son élection, il a réussi à afficher aussi bien sa grande connivence avec les patrons milliardaires du CAC 40 que son immense mépris pour ceux qui travaillent. « *Travailler plus pour gagner plus* » disait-il. En quelques mois, on avait compris : ceux qui travaillent, les salariés, devaient effectivement travailler plus, et ceux qui gagnent de l'argent, les actionnaires et le patronat, gagnaient, en effet, plus d'argent. Puis, vint la crise : celui qui nous disait avec assurance que « *les caisses sont vides* » a su trouver, en urgence, quelques centaines de milliards d'euros pour sauver les banques. Le même, en pleine explosion du chômage, rend l'usage des heures supplémentaires plus attrayant que les embauches ; pour garantir les profits, il facilite le recours au chômage partiel sans aucun égard pour les salariés qui le subissent et leurs familles. Encore une fois, ce sont les salariés qui doivent payer pour une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Sarkozy est incapable de nous sortir de la crise. Ce n'est pas un président de la République, c'est le maire de Neuilly à l'Élysée ! Sa base sociale, ce sont les riches, les patrons, les actionnaires, et c'est uniquement pour eux qu'il travaille. Malheureusement pour lui, ça se voit !

Après la paralysie de la Guadeloupe par le mouvement social, c'est au tour de la métropole de manifester massivement pour que ça change (29 janvier, 19 mars, 1^{er} mai...). Quand ce ne sont pas ses amis patrons qui se font séquestrer, c'est Sarkozy qui est directement pris pour cible par les manifestants. Deux ans: ça suffit ! La fragilité de sa situation apparaît jusque dans son camp où Villepin et Juppé sont déjà en embuscade, dans les starting-blocks, au cas où il faudrait le remplacer.

Il est fragilisé, de plus en plus illégitime, mais pas réellement menacé. C'est ce qui crée l'ambiguïté de la situation. Une colère immense qui gronde dans le monde du travail, un rejet quasi unanime de la politique de la droite, mais aucune alternative réellement crédible à l'horizon. Sarkozy est sur son siège éjectable, mais tant que personne ne sait qui va appuyer sur le bouton, il n'a pas trop à s'inquiéter.

Or, la crise crée l'urgence.

Par Thomas Chavigné (31)

Union de la gauche autour d'un programme d'urgence

Face à un pouvoir qui œuvre pour le MEDEF, il faut une alternative qui porte un programme défendant les intérêts de la grande majorité de la population : le salariat. C'est la gauche dans son ensemble qui doit prendre ses responsabilités pour son camp. Aucun parti de gauche ne peut, à lui seul prétendre représenter l'alternative. Nous avons besoin de toutes les forces, du PS au NPA, unies autour d'un programme d'urgence pour sortir de la crise en redistribuant les richesses. Les mesures d'urgence pour la justice sociale ne sont pas à inventer. Ce sont les revendications que les salariés de ce pays font entendre lors des grèves qui fleurissent depuis le début de la crise : augmentation immédiate des salaires (la Guadeloupe nous a prouvé que c'est possible !) ; interdiction des licenciements ; salaire plafond pour les dirigeants d'entreprises et arrêt des rémunérations scandaleuses (retraites chapeaux, parachutes dorés, bonus, stocks options...) ; embauche massive de fonctionnaires à l'école, à l'hôpital...

Tous les partis de gauche sont d'accord sur la nécessité d'augmenter les salaires. Certes, le NPA propose 300 euros quand le PS écrit dans son texte d'orientation qu'il faut relever le SMIC de 3 %. Mais gageons que la victoire historique du LKP guadeloupéen aura fait comprendre aux dirigeants socialistes que rien ne sert d'être trop timoré.

Tous les partis de gauche sont pour des mesures d'urgence face aux licenciements, notamment l'interdiction des licenciements boursiers. Tous les partis de gauche se prononcent pour la défense et l'extension des services publics. Le programme commun de la gauche, même si c'est *a minima*, existe déjà !

Il faut le discuter, le faire discuter pour l'enrichir et le populariser, en appelant à des « *États Généraux* » de toute la gauche, relayés par des comités de soutien locaux associant le plus largement possible les citoyens, les salariés, les syndicalistes...

Donner une telle perspective au mouvement social, c'est aussi lui donner un moteur puissant. C'est ce qui permet de transformer des grèves nombreuses mais éparpillées en une seule grève directement politique pour la démission de Sarkozy et de son gouvernement !

C'est au parti socialiste, en tant que premier parti de la gauche, que revient la responsabilité de l'appel à l'unité vers des élections anticipées. Pour cela, il faut rompre avec la fétichisation du calendrier électoral, car, pour des milliers de salariés, la nécessité absolue d'ici 2012 c'est de pouvoir vivre décemment ! ::

Bob Dylan à Paris : un artiste aux idées encore dans le vent !

Au début du mois d'avril, le chanteur et poète américain Bob Dylan était à Paris pour deux concerts au Palais des Congrès. Le passage en France de cet artiste mythique est toujours un événement, même si on peut regretter le prix très élevé des places.

Les deux shows de Dylan ont néanmoins été à la hauteur de sa réputation : magnétiques et de haut vol ! Accompagné de cinq musiciens au top, Bob Dylan s'est surpassé pour montrer au public parisien toute l'étendue de sa palette musicale : blues, rock, jazz, bluegrass... Oscillant du piano à la guitare (bien que trop brièvement à notre goût...) en passant par son légendaire harmonica, le chanteur a prouvé que son génie et son sens musical restaient intacts. Changeant de répertoire chaque soir, retravaillant ses titres qui datent parfois du début des années 60, Dylan refuse de se soumettre au modèle des grands shows commerciaux, conformistes et standardisés auxquels trop de célébrités sur le retour nous ont habitués. Peu communicatif sur scène (certains le regrettent d'ailleurs...), Dylan s'en tient à sa musique et à ses textes et il refuse de se couler dans le moule facile du chanteur-sympa-proche-de-son-public.

Dylan, c'est aussi et surtout le visage d'une autre Amérique : celle de la lutte contre le racisme d'État, pour les droits civiques et l'égalité ; celle qui s'est levée contre la guerre du Vietnam hier, d'Irak aujourd'hui et qui se lèvera demain contre toute nouvelle aventure impérialiste... Une guerre, même décidée par le progressiste Obama, resterait une guerre de domination et n'en serait pas plus légitime pour autant ! Comment ne pas songer aux paroles du titre *Masters of War* où Dylan s'adresse aux marchands de canons quels qu'ils soient pour les fustiger en ces termes très durs : « *Je souhaite votre mort et qu'elle arrive bientôt. Je suivrai votre cercueil et je resterai sur votre tombe jusqu'à ce que je sois sûr que vous soyez bien morts* » ! De même, dans *Chimes of freedom* (les Carillons de la liberté), il souhaite parler « *pour les réfugiés sur la route désarmée de l'exode, pour les rebelles, les malchanceux, les laissés-pour-compte...* ». Impossible de ne pas être touché par la verve du poète, par sa sincérité et par sa quête d'un autre monde débarrassé de la violence des puissants. Chapeau l'artiste ! ::

Par Julien Guérin



Comité de rédaction :	Numéro 20 mars 2009
Johann Cesa	(42) courriel : unite_journal@yahoo.fr
Thomas Chavigné	(31) Diffusion électronique et papier : 1 500 ex.
Marlène Collineau	(44) Photographies et dessins :
Tunjaï Cilgi	(64) pp. 2 et 3 : Federal Reserve par epicharmus (CC-BY)
Jean-François Claudon	(75) www.flickr.com/photos/epicharmus
Cédric Gouin	(03) p. 5 : Cortège du 19 mars à Paris par _yupa_ (CC-BY-NC-ND)
Julien Guérin	(43) www.flickr.com/photos/_yupa_
Yoann Rouvière	(43) p. 7 : B. Dylan au Palais des Congrès de Paris le
Ernest Simon	(44) 08/04/09 par Tristan Legros (CC-BY-NC-ND)
David Torres	(32) www.flickr.com/photos/wongfeihung
Maquette :	
Nicolas Nocet	(44) Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies libres.
David Torres	(32)

Lisez **Unité**,
le journal de
l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

Histoire du 1^{er} Mai :

L'internationalisme ouvrier d'hier à aujourd'hui

Le 1^{er} Mai 2009 est une grande journée de mobilisation, les organisations syndicales et politiques appelant à des manifestations dans toutes les villes de France. Cette date est depuis plus de 120 ans un symbole pour les travailleurs du monde entier, un jour de solidarité et de revendications. Le 1^{er} Mai trouve son origine dans un vaste mouvement de grève initié en 1886 par les syndicats américains. La grande revendication de l'époque est la mise en place de la journée de 8 heures. Pour obtenir cette avancée décisive, le congrès de l'*American Federation of Labour* décide de lancer une grève à partir du 1^{er} mai 1886, date à laquelle beaucoup d'entreprises américaines commencent leur bilan comptable annuel. À Chicago, on compte 340 000 grévistes. Cependant, le patronat refuse de céder. Le 3 mai, alors que les salariés manifestent, la police tire, bilan : 3 ouvriers sont tués. Le lendemain est organisée une marche de protestation. Dans des conditions assez troubles (provocation patronale), une bombe éclate en fin de cortège, des policiers sont tués. Les anarchistes sont accusés et cinq d'entre eux sont condamnés à mort et exécutés en novembre 1886.

Trois ans plus tard, en 1889, le deuxième congrès de l'Internationale ouvrière dite II^e Internationale, qui rassemble les partis socialistes du monde entier, décide qu'il sera « *organisé une grande manifestation à date fixe de manière que dans tous les pays, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail* ». Le 1^{er} Mai sera choisi en mémoire des combats des travailleurs américains. Cette journée va prendre de nouveau une tournure dramatique en 1891, en France, dans la ville de Fourmies. Dans cette cité ouvrière du Nord, la troupe, armée des nouveaux fusils *Lebel*, tire sur une foule pacifique et cause la mort de 10 salariés... Ce drame aura beaucoup d'échos et,

partout en Europe, le 1^{er} Mai s'enracine dans la tradition de lutte du mouvement ouvrier.

La journée de 8 heures est arrachée en France en 1919, le 1^{er} Mai devient alors peu à peu l'occasion d'exprimer des revendications plus larges : salaires, conditions de travail, retraite... En 1920, le 1^{er} Mai devient, à l'initiative de Lénine, un jour chômé en Russie. En France, Pétain et ses sbires, décident, en 1941, de rebaptiser le 1^{er} Mai « *Fête du travail et de la Concorde sociale* ». Pétain tente de s'assurer le soutien de la classe ouvrière en détournant le sens de cette journée de revendication qui, pour lui, doit devenir un moment d'entente entre patrons et employés. La lutte des classes est alors niée mais, telle le phoenix, elle renaît toujours de ses cendres ! C'est en 1947 que le 1^{er} Mai est définitivement décrété férié en France. À noter que certains 1^{er} Mai ont eu, dans notre pays, une portée particulière. En 1936, il précède de quelques jours la victoire électorale du Front populaire et a une tonalité revendicatrice forte après la réunification syndicale en une grande CGT. Plus récemment, en 2002, la jeunesse et les travailleurs ont fait du 1^{er} Mai une démonstration de force antifasciste contre la présence de Le Pen au second tour de la présidentielle.

Cette histoire faite de larmes, de sang, d'espoir et de luttes nous appartient. Elle ne doit cependant pas être la photo jaunie d'un passé mythifié, mais un point d'appui pour faire de ce cru 2009 une journée vivante et utile dans la construction d'un rapport de force contre la droite et le MEDEF qui veulent nous faire payer LEUR crise ! ::

Pour aller plus loin, lire DOMMANGER (Maurice), *Histoire du 1^{er} Mai*, Éditions le Mot et le Reste, Paris, 2006.